



Communiqué de presse

16 février 2007

## **Loi du talion et guerre des chiffres ne sont pas une réponse à la violence des jeunes**

**La violence n'est pas un problème propre aux jeunes ou aux étrangers. Elle est par contre essentiellement masculine et omniprésente dans notre société ; c'est un problème à prendre au sérieux. On assiste pourtant actuellement à des batailles de chiffres stériles qui supplantent les véritables débats et n'apportent aucune solution. La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) plaide en faveur d'une approche différenciée et plurielle de la violence des jeunes. Diabolisation ou banalisation sont des recettes simplistes et insatisfaisantes.**

Chiffres et taux dominant le débat actuel sur la violence des jeunes. Or, ces éléments chiffrés reposent sur des statistiques dont l'utilisation et la comparaison entre elles sont très limitées. Au gré des expert-e-s, elles sont, hier comme aujourd'hui, interprétées dans un sens ou dans un autre, voire récupérées au profit d'affirmations partisanses. Même l'Office fédéral de la police relève les carences des statistiques policières de la criminalité. Il manque en Suisse des enquêtes représentatives sur les auteurs et les victimes d'infractions qui restituent mieux la réalité que les statistiques de la police.

Une chose est sûre : la violence des jeunes est un phénomène complexe. Parmi les facteurs de risque possibles, on peut citer les suivants : inégalités socio-économiques, manque de perspectives professionnelles, situation familiale difficile, problèmes scolaires, tolérance de la société à l'égard de la violence, omniprésence des représentations de la violence et sexisme. De manière plus générale, la violence naît souvent de la violence vécue et subie : nombreux sont les auteurs d'actes violents qui ont été ou sont eux-mêmes victimes de violence. Une autre chose est sûre : environ 87 % des jeunes auteurs d'actes violents sont de sexe masculin. Et pourtant, la polémique qui défraie la chronique n'adopte jamais cette perspective des genres, alors que la surreprésentation masculine est bien plus évidente que celle liée à l'origine nationale. Sans oublier la violence que les enfants et les jeunes s'infligent à eux-mêmes, par le biais de tentatives de suicide, d'automutilations ou de troubles du comportement alimentaire.

Nous vivons dans une société où la concurrence économique est devenue plus rude. La pression à la performance s'amplifie, les chances au départ sont inégales, les risques de marginalisation augmentent. Le travail – et son salaire – est une des valeurs les mieux cotées de notre société. Il n'est donc pas étonnant qu'un jeune sans travail ait le sentiment d'être inutile, de n'avoir aucune perspective et de ne trouver aucun sens à la vie. Sans des gens qui l'aiment et le soutiennent (parents, ami-e-s, enseignant-e-s, animateur/trices socioculturel-le-s), ce sentiment d'inutilité peut déboucher sur une violence gratuite.

Des mesures ? Traiter seulement les symptômes est peu efficace, voire contreproductif. Car l'exclusion engendre la violence. A problèmes complexes, réponses complexes. Nous devons avoir le courage d'abandonner l'illusion de solutions simples. Seules différentes mesures menées en parallèle et soutenues par l'ensemble de la société peuvent déployer des effets : prévention précoce (domaine préscolaire, prévention auprès des parents) ; amélioration de la formation, non seulement dans le secteur de la formation supérieure, mais aussi pour les élèves qui connaissent des difficultés d'apprentissage ; création de nouvelles places d'apprentissage ; promotion de la participation des jeunes dans tous les domaines de la vie ; lutte contre la pauvreté des familles ; rapidité dans la prononciation et l'application des sanctions. De manière générale, la CFEJ est pour une stratégie à plusieurs piliers : prévention, conseils, mesures structurelles et répression.

Qu'il soit commis par un jeune ou par un adulte, tout acte de violence est un acte de trop. N'oublions toutefois pas que la grande majorité des enfants et des jeunes de notre pays va bien, qu'elle est heureuse, engagée et solidaire.

Pour de plus amples renseignements :

Tél. 079 227 36 70  
Tél. 031 322 92 26  
Tél. 079 443 85 67

Pierre Maudet, président de la CFEJ  
Marion Nolde et  
Andrea Ledergerber, secrétaires de la CFEJ, Office fédéral des assurances  
sociales, courriel : [ekkj-cfej@bsv.admin.ch](mailto:ekkj-cfej@bsv.admin.ch), adresse internet : [www.cfej.ch](http://www.cfej.ch)